SETCa FGTB

REdBEL

BBTK ABVV

Qu'apportera l'économie en 2023 ?

La Chief Economist V. Goossens donne ses prévisions pour l'économie belge en 2023.

Elle rappelle en quelques mots le contexte économique mondial, marqué par les éléments suivants :

- Le monde se divise actuellement en 3 zones :
  1. La Chine qui, de par sa "Zero-Covid-Policy" et les confinements qu'elle impose, voit sa demande intérieure mise sous pression, sa production et ses exportations étant quant à elles fortement ralenties ;
  2. Les USA où la FED mène une politique de resserrement monétaire visant à combattre l'inflation et à éviter que l'économie ne s'emballe, ce qui pèse sur les perspectives des USA ;
  3. La zone Europe, où les prix inhabituels de l'énergie poussent l'économie vers une récession.

- Plusieurs autres facteurs viennent s'ajouter à ce tableau :
  1. Le recul de la confiance des entrepreneurs dans le monde entier ;
  2. Le fait que, malgré une certaine amélioration, la chaîne d'approvisionnement mondiale est encore loin d'être normalisée ;
  3. La pénurie de main-d'œuvre à laquelle tant les USA que la zone Euro sont confrontés sur le marché du travail ;
  4. Le cours élevé du dollar américain (qui sert à payer les achats de gaz, pétrole, …) ;
  5. La lutte des principales banques centrales afin de maîtriser l'inflation.

L'inflation dans la zone euro est plus élevée et plus longue que prévue, elle ne commencera à descendre progressivement qu'à partir de 2023. Pour ce qui est de la Belgique, on s'attend à ce qu'elle atteigne un niveau d'environ 6 %.

Les réserves de gaz en Europe sont pleines, ce qui a comme effet de faire descendre le prix de ce produit. Les pays de l'OPEP ont en revanche décidé de diminuer leur production afin de redresser les prix du pétrole, mais ceux-ci restent à un niveau acceptable pour le moment.
On attend des mesures européennes imminentes pour limiter le prix du gaz. L'Europe a par ailleurs annoncé vouloir taxer les bénéfices excédentaires des producteurs d'électricité.

L'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et le ralentissement de la croissance économique ont eu un effet bénéfique sur les prix de l'acier, de l'aluminium et du cuivre, qui se sont normalisés. Les prix de l'alimentation ont cessé de grimper mais restent à un niveau élevé en raison d'une série d'évènements tels que les problèmes climatiques, l'incertitude qui pèse sur le production ukrainienne, l'augmentation du prix des engrais, …

Les taux d'intérêts restent très volatiles. Les taux à long terme sont en hausse depuis le début de l'année vu la hausse des taux aux USA, l'accélération de l'inflation et les augmentations de taux prévues par la BCE. Les marchés anticipant des taux à long terme élevés sur une longue période, les taux à court terme tendent à se rapprocher des taux à long terme, voire à les dépasser.

Les marchés sont particulièrement préoccupés par la gestion publique en Angleterre et en Italie. La Belgique reste un cas caractérisé par un marché du travail très solide où plus d'un tiers des entreprises est confronté à des pénuries de personnel, à des coûts de production plus élevés qu'à l'étranger et à une augmentation encore plus forte des coûts salariaux prévue en 2023, ainsi que par une nette baisse de la confiance des chefs d'entreprises notamment dans le commerce de détail et l'industrie manufacturière.

Les investissements en Belgique ont diminué en 2022 . On s'attend à une reprise limitée des investissements des entreprises en 2023, tandis que les investissements des pouvoirs publics, rendus possibles par l'intervention de l'Europe, repartiront à la hausse en 2023. Le nombre de faillites en Belgique reste limité et est revenu à un niveau "pré-covid", les entreprises les plus touchées se situant dans les secteurs de la construction, du commerce de détail et de l'Horeca.

Le niveau élevé des cash-flows des entreprises belges leur permettra en partie d'absorber les augmentations de coûts auxquelles elles seront confrontées. Le marché de l'immobilier va se stabiliser ces prochaines années sous l'effet cumulé de l'augmentation des taux et du prix des rénovations.

Les différents gouvernements vont consacrer 8,2 Mia en 2022 et 2023 aux mesures visant à faire face à la crise énergétique et on peut dès lors se demander où se feront les économies nécessaires à la libération de ces fonds, comment la dette publique sera gérée et ce qu'il en sera de la souplesse de l'Europe vis-à-vis de cette situation budgétaire. Le ralentissement de l'économie continue en Belgique et on s'achemine vers une croissance zéro en 2023, avec une inflation forte.